

14 septembre, il n'a plus cette prétention, il se borne à déclarer que les habitants et leurs propriétés sont placés sous la protection des États-Unis. Scott jugea prudent de ne pas s'occuper des affaires intérieures du Mexique, d'amener par la force ou la corruption le gouvernement provisoire à ratifier le projet de M. Trist, et de quitter au plus tôt ce malheureux pays.

L'avocat-président, D. Manuel de la Peña y Peña, n'avait, à Querétaro que deux ministres; D. Luis de la Rosa qui remplissait les fonctions de ministre des affaires étrangères, de la justice et des finances, et le général D. Pedro Anaya, titulaire du portefeuille de la guerre. Ce président gouverna le Mexique jusqu'au 3 juin 1848, n'ayant été remplacé provisoirement par le général Anaya que depuis le 12 novembre 1847, jusqu'au 8 janvier de l'année suivante. Le cabinet mexicain désirait autant la paix que celui de Washington; mais Santa-Anna libre sur le territoire, il n'était point facile de conclure une paix honteuse pour le Mexique. Il fallait donc commencer par lier les mains à l'ex-président. Tandis qu'il guerroyait contre les Américains qui allaient de Vera-Cruz à Puebla, il reçut un jour, de don Luis de la Rosa, une dépêche dans laquelle on lui disait : — « Le chargé du pouvoir exécutif, convaincu que la nation souhaite ardemment la paix, ordonne à Votre Excellence de suspendre les hostilités et de remettre votre commandement au général de division D. Manuel Rincon, — absent et rallié à l'ennemi ! — et de se retirer au lieu qu'elle voudra choisir jusqu'à nouvel ordre... » Ce procédé indigna Santa-Anna, néanmoins, il ne voulut pas augmenter les embarras du Mexique par un refus d'obéir. Il réunit à Huamantla les officiers de sa division et remit le commandement de ses troupes au général D. Isidro Reyes, comme étant le plus ancien des généraux présents. Puis il se rendit à Tehuacan pour attendre de nouveaux ordres.

Le gouvernement ne se borna pas à cette mesure odieuse, il persuada le général Scott qu'il fallait arrêter Santa-

Anna, — « parce que, disait-on, c'était un homme capable d'entraîner le pays à la guerre, s'il restait libre, ce qui rendrait, sans aucun doute, impossible la conclusion des négociations pendantes. » Scott s'empressa de suivre ces conseils et envoya le général Lanne, avec cinq cents cavaliers, surprendre Santa-Anna. Celui-ci, ayant été averti, se sauva avec sa famille et l'escorte qui l'accompagnait, en abandonnant ses équipages. La route de Tehuacan à Vera-Cruz était occupée par des Américains qui, sachant que Santa-Anna se retirait à l'étranger, lui firent un accueil des plus flatteurs, et blâmèrent ouvertement l'ordre donné au général Lanne par Scott. L'ex-président se réfugia à la Jamaïque; mais, étranger aux mœurs et au langage des habitants, il quitta cette île pour aller à Carthagène, dans la Nouvelle-Grenade, et enfin dans la commune voisine de Turbaco où l'attirait la douceur du climat.

D. Manuel Peña y Peña, voulant terminer au plus tôt l'occupation américaine, n'avait pas hésité à envoyer des délégués à Guadalupe-Hidalgo, pour conclure la paix sur les bases présentées par M. Trist et rejetées par Santa-Anna. En acceptant ces bases, les négociations devaient promptement arriver à des résultats pacifiques, mais déshonorants pour le Mexique. Les vainqueurs se firent la part du lion, et le traité de Guadalupe-Hidalgo, signé le 2 février 1848, par les délégués, fut ratifié le 10 mars par le sénat américain. L'échange des ratifications eut lieu le 30 mai à Mexico, et douze jours après, Scott commença son mouvement de retraite.

Par ce traité, la sécession du Texas était ratifiée, les États-Unis enlevaient au Mexique tout le territoire situé à l'est du Rio-Grande, le Nouveau-Mexique et la Haute-Californie. La république mexicaine perdait ainsi plus de la moitié de son territoire national, cent dix mille lieues carrées environ; elle recevait en échange de ces vastes possessions, à titre d'indemnité, une somme de quinze millions de piastres, dont le gouvernement de Washington retenait trois millions.

deux cent cinquante mille pour les appliquer aux réclamations de ses nationaux. Les ministres qui se trouvaient dans les conseils des présidents Peña y Peña et Anaya, et qui eurent le courage de combiner et sanctionner un pareil traité, méritent d'être nommés : la postérité les jugera, comme dit M. Lafragua dans son opuscule historique. Aux affaires étrangères, il y eut D. Fernando Ramirez, D. Manuel Baranda, D. Domingo Harra et D. Ramon Pacheco; à la justice, D. Andrés Rava, D. L. de Guevara, D. José Jau-regui, D. Francisco Suarez Iriate, D. Luis de la Rosa et D. Vicente Romero; aux finances, D. Pedro Zubieta, Suarez Iriarte et D. Juan Rondero; à la guerre, les généraux Canalezo, Vizcayno, D. Ignacio Gutierrez et D. Lino Alcosta.

Aussitôt après l'échange des ratifications du traité de Guadalupe, les élections constitutionnelles eurent lieu comme d'habitude et le général Herrera fut nommé président le 3 juin 1848. Deux jours après, il vint à Mexico prêter serment. Ce général conserva la magistrature suprême jusqu'au 15 janvier 1854. En tenant compte du temps qu'il fut au pouvoir, lorsque Parédès prit sa place, c'est le seul, depuis Victoria, qui ait atteint le terme légal fixé par la constitution. Ce fait, inouï dans l'histoire du Mexique, n'est certes, point dû aux talents, à l'énergie d'Herrera, mais aux circonstances dans lesquelles il s'est trouvé. Sa présidence, pourtant, ne fut pas exempte de troubles; on se rappelle la révolution de Parédès qui le renversa du fauteuil présidentiel; depuis la guerre des États-Unis, il y eut les pronunciamientos du moine-bandit Jarauta qui fut fusillé, la dissolution à main armée de la municipalité de Mexico, le meurtre du député Cañedo, assassiné le vendredi-saint, enfin le grand incendie qui suivit cet événement et fut le motif des plus lamentables désordres dans la capitale.

Sous cette administration, le portefeuille des affaires étrangères passa successivement entre les mains de D. Mariano Otero, D. Luis Cuevas et D. Jésus Maria Lacunza; celui de la justice fut donné à D. Jésus Maria Ximenes et

D. Marcelino Castañedo; celui des finances à D. Mariano Riva Palacio, D. Manuel Peña y Cuevas, D. Francisco Arrangoiz, D. Bonifacio Gutierrez, D. Melchior Ocampo et D. Manuel Payno, et celui de la guerre à D. Mariano Arista. Ce ministère représentait le parti modéré; le 14 octobre 1850, il régla la dette du Mexique qui s'élevait à deux cent cinquante-six millions quarante et un mille deux cent cinquante francs, avec un intérêt annuel de trois pour cent. Une des fautes de ce ministère fut le traité de Tehuantepec, convoité par les Américains depuis longtemps.

On sait que l'isthme de Tehuantepec, formé par un rétrécissement du territoire méridional du Mexique, sépare le golfe de l'océan Pacifique par une bande de terre dont la largeur est d'environ deux cent cinquante kilomètres. Quoique beaucoup plus étendu que l'isthme de Panama, et n'offrant pas à la construction d'un canal maritime les facilités d'exécution que l'on pourrait trouver dans les lacs de Nicaragua, il présente néanmoins, au point de vue des relations commerciales des côtes de l'est, avec celles de l'ouest, l'immense avantage d'une route courte, facilitant les communications entre les grandes cités commerciales de l'Amérique du nord, des Antilles et du golfe du Mexique, avec les centres commerciaux de la côte orientale du continent américain, l'Océanie, les Indes, la Chine et le Japon. Une voie ferrée traversant l'isthme de Tehuantepec devait donc rapporter des bénéfices considérables, non seulement à la compagnie, mais encore à la nation qui la ferait construire. Lorsque le prince Louis Napoléon, en 1846, publia sa brochure intitulée *Le Canal de Nicaragua ou Projet de jonction des océans Atlantique et Pacifique au moyen d'un canal*, il ne voyait pas seulement dans ce projet la nécessité « d'ouvrir de nouvelles voies au commerce et de nouveaux débouchés aux produits européens, » mais il reconnaissait encore l'intérêt commun de tous les peuples d'assurer la neutralité de ces communications centro-américaines et leur indépen-